

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

L'IFAC met en évidence cinq facteurs de qualité de l'audit

Les audits de qualité élevée forment l'épine dorsale du système financier mondial. Chaque année, des milliers d'audits – et parmi eux 40 000 audits de sociétés cotées –, rendent les entreprises plus transparentes et plus fiables, aident à attirer les capitaux des investisseurs, contribuent à sécuriser des emplois et soutiennent la prospérité des économies.

Dans un document Point de vue, l'IFAC expose ses recommandations en vue d'assurer des audits de qualité élevée et identifie cinq facteurs essentiels dans cette perspective : la bonne procédure, les bonnes personnes, la bonne gouvernance, la bonne réglementation et la bonne évaluation.

L'IFAC estime que les cabinets, les Organismes professionnels comptables (OPC), les régulateurs, les comités d'audit et les professionnels de l'audit doivent déployer tous leurs efforts visant à :

- aborder l'audit comme un processus ayant une valeur ajoutée et non comme un exercice mécanique de conformité ;
- développer de nouveaux services d'assurance pour répondre aux besoins de toutes les parties prenantes ;
- continuer de se focaliser sur l'amélioration des aptitudes et des compétences ;
- assurer la diversité dans les pratiques de recrutement ;
- améliorer la transparence et la communication des comités d'audit, des cabinets et des OPC ;
- adopter vis-à-vis de la réglementation une approche prudentielle et basée sur les éléments probants.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC – Communiqué de presse – 12 février 2020

Conseil international des normes de déontologie de l'IFAC (IESBA)

L'IESBA annonce la date de deux webinaires

Dans le cadre de la consultation sur ses deux exposés-sondages, intitulés respectivement «Proposed Revisions to the Non-Assurance Services Provisions of the Code» et «Proposed Revisions to the Fee-Related Provisions of the Code», tous deux destinés à améliorer les dispositions du Code relatives aux missions autres que d'assurance et aux honoraires, l'IESBA annonce qu'il organise deux webinaires :

- le 17 mars 2020, de 8 h 30 à 9h 30 EST, pour la revue des propositions de modification relatives aux missions autres que des missions d'assurance ;
- le 19 mars 2020, de 10 h à 11 h EST, pour la revue des propositions de modification relatives aux honoraires.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC – Communiqué de presse – 12 février 2020

Conseil international des normes de comptabilité du secteur public (IPSASB)

L'IPSASB rappelle la date limite de sa consultation publique

L'IPSASB rappelle que les personnes intéressées ont jusqu'au 24 février 2020 pour répondre à la consultation publique sur son dispositif de gouvernance, tel qu'il avait été mis en œuvre conformément aux recommandations émises en 2015 par le Groupe Revue de la gouvernance de l'IPSASB. Les réponses qui parviendront en retour de cette enquête constitueront une source de renseignements majeure pour l'organe de gouvernance chargé de s'assurer que les activités de normalisation de l'IPSASB servent bien l'intérêt général, le Public Interest Committee, et lui permettront d'effectuer la revue des dispositions actuelles de supervision de l'IPSASB.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC – Communiqué de presse – 10 février 2020

ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)

L'OICV publie un rapport sur la réglementation des plateformes de crypto-actifs

L'OICV met en ligne un rapport qui décrit les problèmes soulevés et les risques associés aux plateformes de négociation d'actifs de crypto-monnaie ou «CTP» et présente les considérations clés à prendre en compte afin d'aider les autorités réglementaires à traiter ces questions. Le développement des cryptoactifs est un sujet d'intérêt majeur pour les autorités de réglementation du monde entier et il a été identifié comme une priorité au sein du programme de travail de l'OICV. Le rapport publié par l'OICV, intitulé «Issues, Risks and Regulatory Considerations Relating to Crypto-Asset Trading Platforms», décrit les problèmes clés d'ores et déjà identifiés par l'OICV.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

OICV - Communiqué de presse – 12 février 2020

WORLD BUSINESS COUNCIL FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT (WBCSD)

Le WBCSD veut renforcer le pouvoir de décision et de supervision des conseils d'administration

Le WBCSD publie un rapport, intitulé «Modernizing governance: ESG challenges and recommendations for corporate directors», qui vise à renforcer le pouvoir de décision et de supervision des conseils d'administration afin de leur donner les moyens d'affronter les défis de l'environnement économique actuel. Les conseils d'administration jouent un rôle crucial dans la résilience des entreprises et dans la création de valeur à long-terme. Or de nombreux conseils sont mal équipés pour seconder leur entreprise et lui permettre de tirer le meilleur parti d'un environnement en mutation permanente. Le rapport devrait leur permettre de renforcer leurs connaissances des processus décisionnels.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

WBCSD – Communiqué de presse – 29 janvier 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE lance une nouvelle série de podcasts, intitulée «Because people count»

ACE annonce le lancement officiel de sa nouvelle série de podcasts, intitulée «Because people count». Dans ce premier opus, Andrea Campbell interroge le responsable des questions fiscales d'Accountancy Europe, Johan Barros, à propos du calendrier des travaux en matière de fiscalité pour 2020 et au-delà.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 14 février 2020

ACE publie un Audit Policy Update

Accountancy Europe met en ligne un nouvel opus de sa publication récurrente, Audit Policy Update, daté de février 2020, qui évoque notamment :

- le rapport de CTA-Netherlands sur l'amélioration de la qualité de l'audit (cf. infra, L'Actualité par pays) ;
- la perspective d'une présidence socialiste à la tête de la commission fiscale du Parlement européen ;
- les préoccupations exprimées par deux députés européens concernant les conflits d'intérêt et la forte concentration du marché de l'audit ;
- les modifications importantes apportées au Code de déontologie international de l'IFAC et la publication d'un Point de vue de l'IFAC sur l'amélioration de la qualité de l'audit ;
- la synthèse des résultats de l'inspection menée par l'IFIAR (cf. Newsletter de la DIPAC au 7 février 2020).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 14 février 2020

ACE publie le contenu d'une interview d'un professionnel italien sur le Collegio sindacale

Accountancy Europe met en ligne le contenu de l'interview de Michele Casò, expert-comptable (Dottore Commercialista) et auditeur (Revisore Legale), qui s'exprimait sur le collegio sindacale et la façon dont les professionnels comptables contribuent à la gouvernance d'entreprise en Italie. M. Casò explique tout d'abord les spécificités du système traditionnel de gouvernance en Italie, où le collegio sindacale opère aux côtés du conseil d'administration et dispose de prérogatives importantes, telles que la convocation des réunions du conseil d'administration ou la mise en œuvre d'inspections ou d'actions de supervision. Le Collegio sindacale, qui ne peut être composé que de professionnels (auditeurs, comptables, juristes ou experts juridiques) qualifiés, est indépendant du conseil d'administration et œuvre dans l'intérêt de l'entreprise et de ses créanciers, et notamment ses salariés et ses fournisseurs. M. Casò met en évidence les raisons pour lesquelles, selon lui, ce dispositif de gouvernance est bénéfique : même si aucun modèle n'est parfait, le modèle traditionnel de gouvernance d'entreprise italien comporte de nombreux atouts, notamment celui d'être un organe authentiquement indépendant, doté de larges prérogatives.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE – Communiqué de presse -13 février 2020

ACE met en ligne une publication sur la gestion du risque dans les PME

Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle crucial pour l'économie. Il est essentiel de gérer les risques auxquels elles sont confrontées afin de conforter la résilience économique de l'Union Européenne. En leur qualité de plus proches conseillers économiques, les professionnels comptables sont bien placés pour aider les dirigeants de PME à faire face aux risques auxquels ils sont exposés.

Cette publication inaugure une série de publications sur la gestion du risque dans les PME, qui explorera le rôle de la profession comptable dans l'élaboration d'une culture de gestion du risque rigoureuse pour leurs clients PME. Elle vise à inciter les PME à commencer à débattre des risques auxquels elles font face afin d'être en mesure de mieux les gérer dans la pratique.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe – Communiqué de presse – 11 février 2020

ACE publie une nouvelle édition de sa Lettre d'information fiscale

ACE met en ligne une mise à jour de sa publication fiscale, Tax Policy Update, qui couvre la période du 27 janvier au 10 février 2020. Ce numéro évoque notamment :

- l'accord conclu, dans le cadre de l'OCDE, pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, en vue de progresser sur la voie de la réforme fiscale internationale. L'OCDE compte parvenir à un accord sur les points fondamentaux de cette réforme lors de sa réunion à Berlin les 1^{er} et 2 juillet 2020 ;
- la publication par la Commission Européenne de son programme de travail 2020, et notamment de ses projets en matière de mesures fiscales ;
- la présidence socialiste de la Commission fiscale du Parlement Européen ;
- la publication de l'enquête de la Commission Européenne sur les politiques fiscales en Europe ;
- la suggestion par le député européen, Pascal Canfin (France) que l'Union Européenne puisse faire usage de la taxe carbone à l'encontre du Royaume-Uni dans l'après Brexit ;
- le projet d'évaluation par la Commission Européenne des règles de TVA applicables aux agences de voyage.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Tax Policy Update – 7 février 2020

ACE et le WBCSD organisent une réunion en vue de débattre de l'assurance sur l'information non-financière

Une bonne information renforce la confiance accordée aux entreprises et aux marchés, en créant de la valeur à long-terme. Les parties prenantes, et notamment les investisseurs, expriment le besoin d'une assurance indépendante sur l'information non-financière qui leur permette de s'assurer qu'elles peuvent faire confiance au contenu de l'information publiée. Par ailleurs, la Commission Européenne cherche à renforcer les obligations d'assurance dans la révision de la Directive sur le reporting non-financier.

L'événement, co-organisé par ACE et le WBCSD le 23 mars 2020 à Bruxelles, sous le titre «Enhancing the reliability of non-financial information», permettra de débattre des dernières initiatives en matière d'assurance sur l'information non-financière, avec les décideurs de l'Union Européenne, les normalisateurs internationaux, les entreprises et la profession comptable. Des informations complémentaires seront publiées prochainement.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe – News – Février 2020

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (ESMA)

L'ESMA expose sa stratégie sur la finance durable

L'ESMA met en ligne sa stratégie sur la finance durable, dans laquelle elle expose les principales priorités qu'elle entend privilégier et notamment les obligations de transparence, l'analyse des risques sur les obligations vertes, les investissements ESG, la convergence des pratiques nationales de supervision sur les critères ESG, la taxonomie et la supervision.

L'ESMA compte ainsi :

- compléter le cadre référentiel sur les obligations de transparence, via le Règlement sur les informations à fournir ; l'ESMA travaillera de concert avec l'ABE et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) pour élaborer des normes techniques communes;
- rendre compte des tendances, risques et vulnérabilités (TRV) de la finance durable en incluant un chapitre dédié dans son rapport, comprenant des indicateurs liés aux obligations vertes, aux investissements ESG et au système d'échange de quotas d'émission ;
- utiliser les données à sa disposition pour analyser les risques financiers liés au changement climatique, et notamment potentiellement les tests de résistance liés au climat dans différents secteurs du marché.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ESMA - Communiqué de presse – 6 février 2020

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'EFRAG et les trustees de l'IFRS Foundation annoncent un événement conjoint

L'EFRAG et les Trustees de l'IFRS Foundation organisent le 18 février prochain une manifestation commune sur le thème «Reporting financier : demeurer pertinent dans un environnement en mutation».

Les récents travaux en vue de l'adoption des normes IFRS et de la réalisation de la convergence et de l'uniformité ont substantiellement amélioré la qualité du reporting financier dans le monde.

Néanmoins, les besoins en informations continuent d'évoluer. Les progrès technologiques ouvrent une gamme toujours plus large de sources d'informations et de perspectives analytiques, cependant que le recours accru à une métrique de performance reposant sur des principes autres que les principes généralement admis et l'intérêt grandissant pour le reporting durable sont autant de facteurs devant être pris en considération par les normalisateurs.

Par ailleurs, le plan d'action de la Commission européenne sur le financement de la croissance durable et la communication de la nouvelle Commission sur le Pacte vert (green deal) soulignent l'importance des considérations sur la finance durable et la technologie dans le reporting d'entreprise. Au niveau stratégique, il convient de s'interroger sur les modalités d'évolution du reporting financier pour répondre aux besoins des investisseurs et des autres parties prenantes.

Les Trustees de l'IFRS Foundation et le Board de l'EFRAG aborderont cette problématique dans le cadre d'un dîner de réseau le 18 février 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG- Communiqué de presse – 10 février 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

CANADA

CPA Canada publie un guide sur l'incidence des normes canadiennes d'audit sur les rapports

Le guide, intitulé «Auditor reporting guide: Reporting implications of Canadian Auditing Standards (CAS)», publié par CPA Canada, se donne pour objectif de promouvoir l'uniformité dans la forme et le contenu des rapports des professionnels comptables, et apporte des conseils sur la façon de gérer les cas qui se présentent le plus communément. Il s'agit de la quatrième édition de ce guide, qui comprend notamment un nouveau chapitre, le chapitre 13, sur les Points clefs de l'audit, Key Audit Matters (KAMs). Le guide aide les professionnels en exercice à comprendre et à appliquer les obligations fixées par le Conseil canadien des normes d'audit et de certification (CNAC) concernant les rapports professionnels.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CPA Canada – Communiqué de presse – 2 février 2020

ESPAGNE

Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España (ICJCE)

L'ICJCE met en ligne deux études sur l'audit et la traduction en espagnol d'une étude d'ACE

L'ICJCE publie trois études effectuées en 2019 portant sur le travail des auditeurs. Les deux premières ont été effectuées par l'ICJCE, la troisième par Accountancy Europe.

La première étude est une analyse de 1100 rapports d'audit assortis d'opinions défavorables, qui vise à analyser la typologie des faits qui poussent les auditeurs à émettre des réserves, voire à refuser de certifier. L'étude constitue une authentique radiographie des défauts le plus usuels des comptes annuels des entreprises espagnoles.

La deuxième étude analyse les répercussions des modifications apportées au nouveau modèle du rapport d'audit un an après sa mise en œuvre, en comparant la situation et les évolutions en cours au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Le troisième rapport est constitué de la traduction en espagnol de l'étude d'Accountancy Europe sur les intermédiaires fiscaux, consacrée à la planification fiscale transfrontière.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ICJCE- Communiqué de presse – 12 février 2020

ETATS-UNIS

American Institute of Certified Public Accountants (AICPA)

Un accord de réciprocité va faciliter la circulation des CPA américains et sud-africains.

L'institut américain AICPA et l'institut sud-africain SAICA ont conclu un accord de réciprocité qui permettra une reconnaissance mutuelle de leurs qualifications et de leurs diplômes respectifs. Cet accord vise à promouvoir la mobilité des professionnels comptables dans les deux pays et à contribuer ce faisant au développement de la profession.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Journal of Accountancy – 7 février 2020

Securities and Exchange Commission (SEC)

La SEC veut simplifier les obligations d'information financière

La SEC annonce qu'elle a proposé des amendements destinés à moderniser, simplifier et améliorer certaines obligations d'information financière prévues dans le Règlement S-K. Les amendements proposés contribueront à éliminer la duplication des informations publiées et à moderniser et améliorer le contenu du Management's Discussion and Analysis, au bénéfice des investisseurs.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

SEC – Communiqué de presse - 30 janvier 2020

NORVEGE

Résultats de l'analyse du reporting durable et intégré en Norvège

En 2019, pour la deuxième année consécutive, Deloitte Norvège a étudié les rapports annuels et les rapports de développement durable des 50 plus grandes entreprises ayant leur siège en Norvège. Parmi les principales conclusions de cette enquête figurent les points suivants :

- l'assurance d'un tiers sur l'information non-financière est en progression, mais reste minoritaire ;
- la qualité du reporting est très inégale selon les secteurs d'activité, les secteurs des services financiers et de l'énergie affichant les meilleurs scores ;
- le nombre des sociétés intégrant les ODD est en augmentation ;
- les rapports concernés sont souvent longs et complexes et manquent de connectivité.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IIRC – Communiqué de presse – 3 février 2020

PAYS-BAS

Le Comité sur l'avenir du secteur comptable aux Pays-Bas, CTA, rend son rapport

Le Comité indépendant, chargé par le Ministre des Finances néerlandais d'enquêter sur la qualité des audits aux Pays-Bas, a rendu son rapport, dans lequel il indique que l'amélioration souhaitée passe par une combinaison de mesures et préconise une approche intégrée à trois niveaux : au niveau individuel, au niveau des cabinets d'audit et suivant d'autres facteurs, tels que la culture, qui influencent la qualité de l'audit légal. La réponse du gouvernement néerlandais est attendue pour fin mars 2020

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 14 février 2020

ROYAUME-UNI

FINANCIAL REPORTING COUNCIL (FRC)

Un tiers des sièges d'administrateurs des 100 premières sociétés cotées au FTSE confié à des femmes

Selon les conclusions d'une recherche, Hampton-Alexander Review, un tiers des sièges des conseils d'administration des 100 premières sociétés cotées au FTSE est désormais occupé par des femmes, en avance sur l'échéance de fin 2020 fixée pour la mise en œuvre des révisions du code de gouvernance en faveur d'une diversité accrue. Néanmoins, la récente revue effectuée par le FRC déplore la lenteur du processus et insiste sur la valeur à long terme de la diversité pour l'entreprise.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse -10 février 2020